

Délibération n° 2021-07-01/22

Objet : Modification du tableau des effectifs

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 01 JUILLET 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi premier juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi vingt-cinq juin 2021, s'est réuni à 09h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Secrétaire de séance : Christiane PISTRE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Marc PELLET *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Olivier BOUDET *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Patricia NIVASSE *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Brigitte RODRIGUEZ *pouvoir* à Christiane PISTRE, Michel LITTON *pouvoir* à Mario MARCOU, Francine BOYER *pouvoir* à Christiane PISTRE, Pascale MARCHAL *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Benoît DELTOUR *pouvoir* à Mario MARCOU, Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Laurie BELTRA *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Isabelle GIANIEL *pouvoir* à Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent TATON *pouvoir* à Cathy PROST.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certains dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B,

Vu le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation,

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1382 du 12 octobre 2016 modifiant le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,

Vu le décret n° 2017-397 du 24 mars 2017 modifiant le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n°92-849 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux,

Vu le décret n° 2017-902 du 9 mai 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants,

Vu le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1798 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,

Le 10 février 2021, le Conseil municipal a délibéré favorablement sur la mise à jour du tableau des emplois afin de lister l'ensemble des postes permanents titulaires et contractuels par filière.

Chaque année, le tableau des effectifs nécessite une modification eu égard aux avancements de grade proposés au Centre de Gestion de l'Hérault et mouvements de personnel, pour le personnel qui remplit les conditions, soit :

- Avancements de grade
- Promotions internes
- Modification de poste (filière et/ou grade)
- Recrutements
- Mutations
- Départs à la retraite

Les nominations sont effectives sur l'exercice en cours selon la date de création du poste au Conseil municipal, la date à laquelle les conditions sont remplies pour chaque agent et la décision de l'autorité territoriale.

Les postes rendus vacants suite aux nouvelles nominations font l'objet d'une suppression en cours d'année ou en début d'exercice N+1.

Modification du tableau des effectifs :

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE		
GESTION DU POSTE	GRADES	TEMPS DE TRAVAIL
Création d'un poste	ATTACHÉ PRINCIPAL	100%
Création d'un poste	GARDIEN BRIGADIER DE POLICE MUNICIPALE	100%
Modification du temps de travail d'1 poste pour la rentrée scolaire 2021	ADJOINT ANIMATION	de 50% à 70%
Modification d'1 poste : changement de filière	de ADJOINT ANIMATION PAL. 2eme CLASSE à ATSEM PAL. 2ème CLASSE	100%
Modification d'1 poste NON PERMANENT en poste PERMANENT	AGENT SOCIAL	100%
Modification de 2 postes NON PERMANENTS en postes PERMANENTS	ADJOINT ANIMATION	36%
Modification de 6 postes NON PERMANENTS en postes PERMANENTS	ADJOINT ANIMATION	50%
Suppression d'1 poste ADMINISTRATIF : recrutement URBANISME agent de maîtrise poste disponible	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	100%
Suppression d'1 poste : départ à la retraite non remplacé	ADJOINT TECHNIQUE	80%
Suppression de 2 postes (créés à tort pour le transfert de l'ancienne directrice + directrice adjointe crèche Pitchouns	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	100%
Suppression d'1 poste : départ à la retraite remplacé par autre grade - mobilité interne	ATSEM PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	100%
Suppression d'1 poste suite à avancement de grade	ADJOINT TECHNIQUE	80%
Suppression d'1 poste suite à avancement de grade	TECHNICIEN	100%
Suppression d'1 poste suite à avancement de grade	ATTACHE	100%

- Modification de 11 postes permanents,
- Suppression de 8 postes permanents.
- Création de 2 postes permanents pour recrutement.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Modifier le tableau des effectifs ;
- Signer tout document administratif relatif à la carrière des agents concernés ;
- Dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget primitif 2021.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 26 voix.

Pour : 26

Contre : 3 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)

Abstention : 0

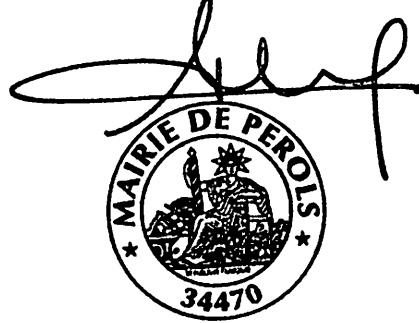
Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 1^{er} juillet 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.